

BANQUE ALIMENTAIRE DES COTES D'ARMOR

Association régie par la loi 1901

126 rue de l'Aérodrome

22300 LANNION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Ce rapport contient 16 pages

A l'assemblée générale de l'association Banque Alimentaire des Côtes d'Armor,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Banque Alimentaire des Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposé dans l'annexe des compte annuels dans la note « Règles et méthodes comptable ».

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LANNION, le 29 avril 2026

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

Signé par Fabien Sicard
Le 29 avr. 2026



doc_7rg0
tx_qZbBXqebV4i5

Fabien SICARD

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	19 200,00	462,90	18 737,10	
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	114 090,15	50 327,60	63 762,55	51 818,94
	Autres immobilisations corporelles	479 738,33	332 900,12	146 838,21	182 620,64
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 000,00		2 000,00	2 000,00
Total de l'actif immobilisé (II)		615 028,48	383 690,62	231 337,86	236 439,58
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances adhérents, usagers et cpt. rattachés	127 817,24		127 817,24	135 197,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	40 779,07		40 779,07	44 807,89
	Charges constatées d'avance	244,00		244,00	
	Valeurs mobilières de placement	50 520,00		50 520,00	50 520,00
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	246 625,48		246 625,48	331 993,25
Total de l'actif circulant (III)		465 985,79		465 985,79	562 518,14
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 081 014,27	383 690,62	697 323,65	798 957,72

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres :		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles	292 762,43	292 762,43
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité	130 314,69	111 652,91
	Autres		
	Report à nouveau	-19 620,62	18 661,78
	Excédent ou déficit de l'exercice	403 456,50	423 077,12
	Situation nette (sous total)		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	176 914,86	196 213,09
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	580 371,36	619 290,21
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
PROVISIONS	Fonds dédiés	42 315,00	132 330,02
	Total des fonds reportés et dédiés (II)	42 315,00	132 330,02
DETTES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
DETTES	Total des provisions (III)		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Instruments financiers à termes	58 856,33	33 212,49
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations	14 445,96	14 125,00
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 335,00	
TOTAL PASSIF	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (IV)	74 637,29	47 337,49
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		697 323,65	798 957,72

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

État préparatoire au Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

Du 01/01/2025
Au 31/12/2025Du 01/01/2024
Au 31/12/2024

Produits d'exploitation	Cotisations	129 742,00	141 782,03
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	6 600,36	
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	183 535,27	243 833,53
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	109 662,14	118 317,19
	Mécénats		7 500,00
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	67 969,81	
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		6 192,52
	Utilisations des fonds dédiés	97 848,83	76 413,41
	Autres produits	902,27	124,65
Total des produits d'exploitation (I)		596 260,68	594 163,33
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 102,21	5 295,58
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (II)		5 102,21	5 295,58
Produits exceptionnels (III)		0,00	49 743,12
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		601 362,89	649 202,03
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		19 620,62	0,00
TOTAL GENERAL		620 983,51	649 202,03

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

État préparatoire au Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	153 435,55	61 484,95
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	279 065,84	286 396,71
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 743,35	3 759,82
	Salaires	76 012,77	77 050,22
	Cotisations sociales	14 739,72	15 180,34
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	60 037,26	56 535,21
	Dotations aux provisions		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Report en fonds dédiés	33 687,40	130 092,02
	Autres charges	126,62	40,98
	Total des charges d'exploitation (I)	620 848,51	630 540,25
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (II)	0,00	0,00
	Charges exceptionnelles (III)	135,00	0,00
	Participation des salariés aux résultats (IV)		
	Impôts sur les bénéfices (V)		
	TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)	620 983,51	630 540,25
	SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	0,00	18 661,78
	TOTAL GENERAL	620 983,51	649 202,03

SAS SORECOR
Commissaire aux Comptes

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature	3 727 550,06	3 511 515,41
	Prestations en nature		
	Bénévolat	920 615,00	882 601,00
	Total des ressources	4 648 165,06	4 394 116,41
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature	3 727 550,06	3 511 515,41
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	920 615,00	882 601,00
	Total des emplois	4 648 165,06	4 394 116,41

SAS SORECOR

Commissaire aux Comptes

BANQUE ALIMENTAIRE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025

ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 697 324 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 596 261 Euros et dégagant un déficit de 19 621 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social de l'entité :

Il a été fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une Association d'Intérêt Général régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination :

BANQUE ALIMENTAIRE des Côtes d'Armor (en abrégé : BA22).

Se référant aux valeurs de la Charte des Banques Alimentaires et du Projet Associatif du Réseau des BA, elle a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des Associations et Organismes Sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes.

Pour réaliser ce projet, la BA22 :

- Adhère à la FFBA, dont elle s'engage à respecter les statuts et les dispositions de son Règlement Intérieur,
- Prospecte et collecte des produits alimentaires, sans acheter, en luttant contre le gaspillage,
- Organise chaque année une collecte dite « nationale » en mobilisant les associations partenaires et des bénévoles occasionnels,
- Privilégie les denrées permettant une alimentation diversifiée, équilibrée et régulière,
- Les transporte et les distribue, avec le souci du partage, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire,
- S'investit pour être reconnue en tant qu'acteur local de lutte contre l'exclusion, se dote des ressources et compétences nécessaires en faisant essentiellement appel au bénévolat, et développe les savoir-faire par des programmes de sensibilisation et de formation,
- Collabore avec les autres BA au sein d'une Organisation Régionale du Réseau (ORR) pour optimiser les ressources et échanger les bonnes pratiques.

1. - Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

À compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025, l'entité a appliqué le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, conformément à ses dispositions et à l'article 27 dudit règlement.

L'incidence de ce changement de réglementation sur les principaux postes des états financiers est la suivante :

- Suppression des transferts de charges et imputation en décote des comptes de charges
- La définition des produits et charges exceptionnels
- La comptabilisation de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

Suite à la demande de la Fédération Française des Banques Alimentaires, les montants reçus de celle-ci sont désormais comptabilisés au compte 755 au lieu d'un compte 74.

2. – Immobilisations, amortissements et subventions d'investissement

2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire et sur la base des durées suivantes :

- Matériel et outillage 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 1 à 5 ans
- Mobilier 5 à 10 ans
- Matériel de transport 4 à 5 ans
- Installations, agencements et aménagement 5 à 10 ans

A : Tableau des mouvements des immobilisations

	Début Exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin Exercice
Immos incorporelles	0	19 200	0	19 200
Immos corporelles	558 781	35 735	688	593 828
Immos financières	2 000			2 000
TOTAL GENERAL	560 781	54 935	688	615 028

B : Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin exercice
Immos incorporelles		463		463
Immos corporelles	324 341	59 574	688	383 227
TOTAL GENERAL	324 341	60 037	688	383 690

2.2. Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont étalées suivant le rythme d'amortissement des immobilisations financées.

A : Tableau des mouvements des subventions d'investissements

	Début Exercice	Nouvelles subventions	Subventions sorties	Fin Exercice
Subventions équipements	328 912	66 056	0	394 968
TOTAL GENERAL	328 912	66 056	0	394 968

A : Tableau des reprises de subventions d'investissements

	Début exercice	Reprise	Subventions sorties	Fin exercice
Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat	198 755	50 152	0	248 907
TOTAL GENERAL	198 755	50 152	0	248 907

3 – Autres créances

Produits à recevoir

SANS OBJET

Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 5 336 Euros. Ils représentent essentiellement : factures de frais de commissariat aux comptes, de port régional et d'électricité à venir.

Les charges sociales à payer s'élèvent à 8 665 Euros. Ils représentent essentiellement : congés et charges sur congés à payer.

Produits constatés d'avance

Encaissements subventions et cotisations perçues à l'avance 1 335 Euros.

Charges constatées d'avance

Surveillance chambres froides versées d'avance 244 Euros.

4 - Echéances des créances et des dettes

	Montant brut	Echéances	
		- 1 an	+ 1 an
Créances			
Clients	127 817	127 817	
Autres créances	40 779	23 943	16 836
Charges constatées d'avance	244	244	
TOTAL	165 840	149 004	16 836
Dettes			
Dettes fournisseurs	58 856	58 856	
Autres dettes	14 446	14 446	
Produits constatés d'avance	1 335	1 335	
TOTAL	74 637	74 637	

5 - Variation des fonds propres

Fonds propres à la clôture de l'exercice précédent :	619 290
Variations de l'exercice :	
Fonds associatif (+ ou -)	
Réserves	
Report à nouveau (+ ou -)	+18 662
Résultat de l'exercice (+ ou -)	- 19 621
Fonds propres à la clôture de l'exercice	403 457
Subventions d'investissements Nets	176 915
TOTAL	580 371

6 - Information sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégories d'autorités administratives

Subventions d'exploitation reçues de la préfecture des Côtes d'Armor	46 296
Subvention aide juridique reçue de la préfecture des Côtes d'Armor	2 000
Subventions d'exploitation reçues du département des Côtes d'Armor	46 840
Subventions d'exploitation reçues de Lannion Trégor Communauté	15 000
Subventions d'exploitation reçues de la collectivité locale de Saint Brieuc	2 500
Subventions d'exploitations reçues des communes avec contrat pour leur CCAS	6 469
Subventions d'exploitations reçues des communes sans contrat pour leur CCAS	14 081
Subventions reçues de la FEAD	16 836
Aide d'exploitation via FBA – différentes entreprises	18 283
Aide d'exploitation via FBA – enveloppe COCAGNE	32 850

7 – Fonds dédiés

Fond dédié par FRANCE AGRIMER en 2022 pour un montant de 11 191 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement » suite à la loi « EGALIM », une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2025, il reste à utiliser la somme de 2 238 €

Fond dédié en 2023 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 8 066,12 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement logistique » suite à la loi « EGALIM », une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2025, il reste à utiliser la somme de 1 613,22 €.

Fond dédié par FRANCE AGRIMER en 2024 pour un montant de 11 940,95 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement » suite à la loi « EGALIM », une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2025, il reste à utiliser la somme de 2 388,19 €.

Fond dédié pour 2024 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 11 940,95 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement logistique » suite à la loi « EGALIM », une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2025, il reste à utiliser la somme de 2 388,19 €.

Fond dédié pour 2025 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 8 418,14 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement » suite à la loi « EGALIM », l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2025.

Fond dédié pour 2025 par FRANCE AGRIMER pour un montant de 8 418,14 €, c'est un forfait « mesure d'accompagnement logistique » suite à la loi « EGALIM », l'utilisation de ce fond n'était pas décidée au 31/12/2025.

Fond dédié pour 2025, par l'intermédiaire de la FBA, pour le projet Mas de COCAGNE d'un montant de 32 850 €, une partie de ce fond a été utilisé au 31/12/2025, il reste à utiliser la somme de 16 851,12 €.

8 - Contributions en nature

Dons en nature :

- denrées offertes par des industriels,
- denrées collectées auprès des GSM,
- denrées reçues dans le cadre du FEAD (Europe),
- denrées collectées lors des opérations nationales organisées par la Fédération Nationale des Banques Alimentaires,

Prestations en nature :

- prestations de services offertes par des entreprises
- échanges avec d'autres BA

Bénévolat

- chiffrage des heures de présence des bénévoles
- chiffrage des heures de mécénat d'entreprise

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025	2024
Dons en nature	3 727 550,00	3 511 515,00
Prestations en nature		
Bénévolat	920 615,00	882 601,00
TOTAL	4 648 165,00	4 394 116,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	3 727 550,00	3 511 515,00
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	920 615,00	882 601,00
TOTAL	4 648 165,00	4 394 116,00